BAC DE SES · SESSION 2025

Dissertation

Amérique du Nord | Jour 1 | 25-SESJ1AN1 | Chômage

Comment expliquer et réduire le chômage structurel ?



LES CONSEILS DE TON PROF

Pour réussir cet exercice

- Épreuve de 4 heures : si tu choisis la dissertation, tu ne fais pas l'épreuve composée.
- Utilise l'ensemble des documents proposés (de 3 à 4 documents).
- Reformule la question posée afin d'élaborer une problématique.
- Ton plan doit comporter des sous-parties et être équilibré.



Besoin d'un coup de pouce ?

Des sujets corrigés, des fiches de révision et des quiz t'attendent dans l'appli SOS SES : app.sosses.fr

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Comment expliquer et réduire le chômage structurel ?

DOCUMENT 1

Motifs de barrières à l'embauche en 2023
(cités par les entreprises, en %)

	Services	Industries	Construction
Existence de barrières à l'embauche	28,7	38,5	50,8
Main-d'œuvre compétente indisponible	23,4	32,2	45,5
Coûts liés à l'emploi	11	10,2	21,9
Incertitude économique	10,8	13	16,6
Réglementations	4,4	4	7,3
Autres motifs	2,8	3,6	2,9

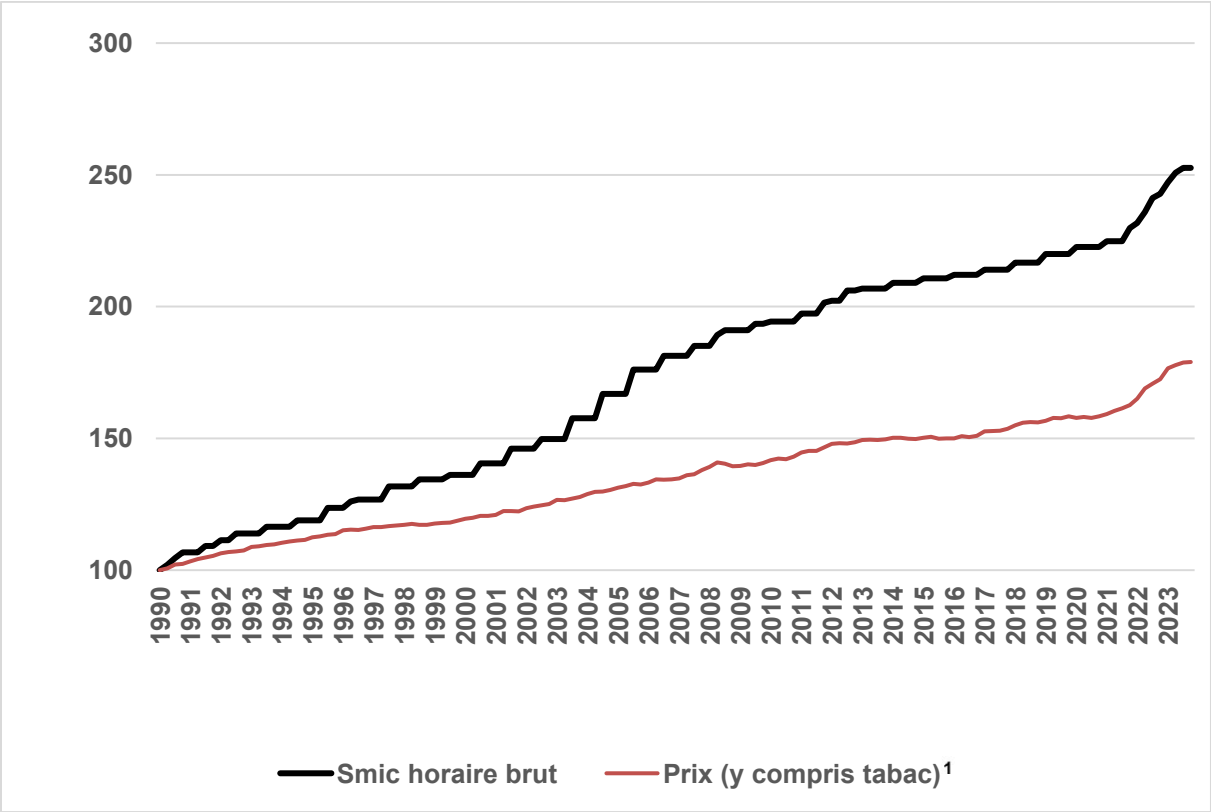
Champ : France Métropolitaine.

Source : DARES (Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques), 2023.

Lecture : en France, 28,7 % des entreprises de services signalent des barrières à l'embauche en 2023 ; 23,4 % des entreprises de services citent une main-d'œuvre compétente indisponible comme motif de barrières à l'embauche.

DOCUMENT 2

Évolution du SMIC[2] horaire brut et des prix
(indice base 100 en 1990)



1 : Indice mensuel des prix à la consommation, y compris tabac, pour l'ensemble des ménages.

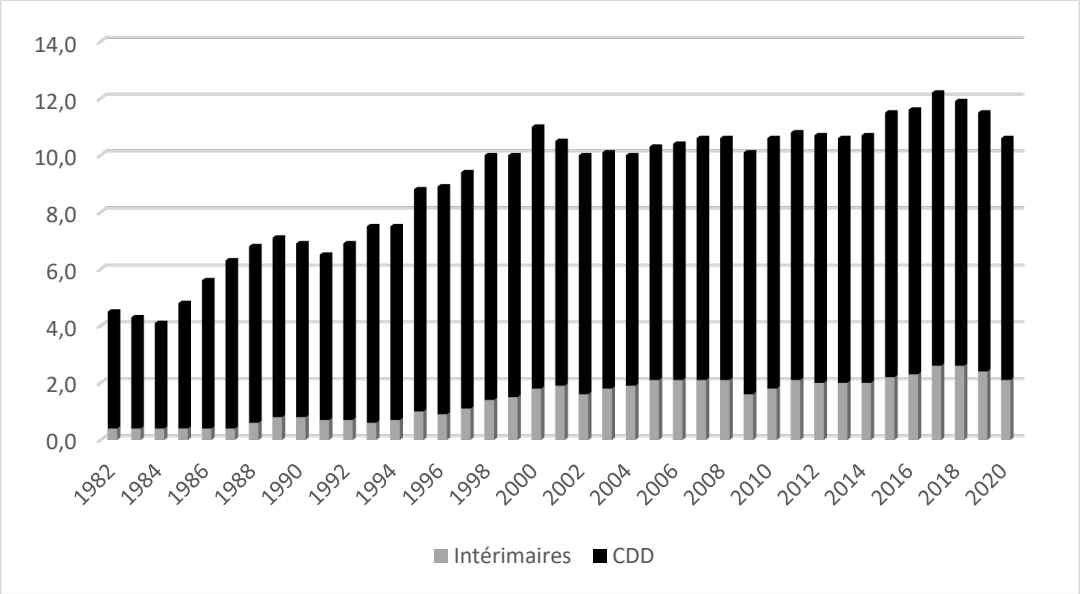
Champ : France métropolitaine de 1990 à 1995, France hors Mayotte à partir de 1996.

Source : INSEE, 2024.

2 : Salaire minimum interprofessionnel de croissance.

DOCUMENT 3

Part des CDD[1] et intérimaires dans l'emploi total, en %



Champ : France hors Mayotte, personnes en emploi.

Source : INSEE, 2021.

1 : Contrats à durée déterminée.

DOCUMENT 4

Dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2021
(en millions d'euros)

Incitation à l'embauche	**80 500**
Mesures générales d'allègement du coût du travail	61 466
Mesures d'exonération[1] sur certaines zones géographiques	1 721
Mesures d'exonération[1] sur certains secteurs économiques	8 231
Mesures d'allègement de cotisations sociales en réponse à la crise sanitaire	3 526
Aides à l'emploi de publics vulnérables	3 329
Emploi protégé, réadaptation, handicap	2 227
Incitation à l'activité	**10 950**
Incitations financières à l'emploi	9 849
Aides à la création d'entreprise	1 101
Soutien au revenu	**61 623**
Allocations chômage	50 975
Activité partielle (en cas de réduction d'activité)	10 648
Formation professionnelle	**24 416**
Accompagnement des personnes en recherche d'emploi	**6 277**
Total en millions d'euros	**183 767**
Total en pourcentage du PIB	**7,3 %**

Champ : France, dépenses en faveur des politiques de l'emploi et du marché du travail (hors formation fonction publique).

Source : d'après DARES (Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques), 2023.

1 : mesures d'allègement, voire de suppression, de cotisations sociales pour l'emploi d'un salarié, dans certaines zones géographiques ou secteurs d'activité.